

Emplois : Nous n'en pouvons plus !

Collectif

Petit-Bard - Pergola

Montpellier Janvier 2014

NOUS (en) VOULONS +

collectif.petitbard.pergola@gmail.com

- Plus de 14 % de chômeurs (par rapport à la population active) à Montpellier, au dessus de la moyenne nationale.
- Près d'un Montpelliérain sur 3 sous le seuil de pauvreté, (un des taux les plus élevés de France).
- 40% de chômage parmi les jeunes Montpelliérains dans les quartiers populaires.

◆ Nous n'en pouvons plus !

Nous n'en pouvons plus car, au delà des chiffres, ce sont des personnes, des familles privées de revenus, de dignité, de projet. Ce sont des jeunes gaspillant, au fil des jours, leurs ressources, leurs capacités à se rendre utile, à faire leur vie.

Nous n'en pouvons plus des entreprises qui licencient, tout en faisant des bénéfices, en percevant des aides publiques ou le soutien des collectivités, tandis que beaucoup de PME locales survivent ou font faillite, ressentent le poids du clientélisme et de l'abandon. Nous n'en pouvons plus des tensions qui se manifestent dans les services sociaux, à Pôle emploi, lors des occupations de chantier.

Nous n'en pouvons plus des discriminations et du clientélisme pesant sur les appels d'offre ou les embauches, y compris celles au sein des collectivités locales. On se vante d'un "taux de création d'emploi significatif de 30% sur 10 ans", mais nous ne les voyons pas ! Et la plupart des chiffres comme la réalité montrent au contraire l'échec de l'Etat et des collectivités locales (Ville, Agglo, Département, Région).

En même temps, des millions d'euros sont investis, gaspillés dans des dispositifs publics, inefficaces et coûteux. La Mission Locale pour les Jeunes est inefficace (au Petit-Bard, 2 demi-journée par semaine, sur rendez-vous, à une simple permanence délocalisée à la Maison Pour tous).

Combien "Montpellier Unlimited", les Rencontres pour l'emploi, les Parrainages, les Contrats d'Avenir, de génération (et autres ...), les clauses d'Insertion, les Zones Franches, le Hackathon, la Charte d'Engagements, l'étude KPMG, le milliard d'Euros d'investissement public, la Cellule Grands Travaux ont créée d'emplois, à part pour les communicants de l'Agglo ? Combien va coûter le projet de la Cité des Métiers, alors que la relation entre besoins des entreprises et demandeurs d'emploi manque plutôt de proximité ?

Nous n'en pouvons plus de l'autosatisfaction, de l'indifférence insultantes des élus de tous les bords politiques, au prétexte que cela touche avant tout les Montpelliérains des quartiers populaires.

De plus et là encore, le travail en commun entre collectivités locales a fait défaut, pour des querelles de personnes et d'ambitions. L'objectif affiché de créer 400 emplois durables par an pour tous les chômeurs de l'Agglomération, nous paraît d'une modestie affligeante et méprisante. Il existe un retard immense à rattraper. Il en va de l'intérêt général. Y compris pour les finances publiques. Il est évidemment plus sain pour une collectivité que ses citoyens travaillent, cotisent, contribuent à la prospérité de la Ville, plutôt que de battre les records en taux de chômage et de pauvreté.

Nous sommes donc à trois mois du vote des élections municipales. Or, aucun engagement concret et nouveau n'a été pris par les candidats pour venir à bout du chômage et de la précarité.

Nous ne contenterons pas des vagues promesses ou du bla-bla électoral habituels ! **Nous exigeons des engagements précis, concrets et immédiats de la part des candidats !**

NOUS NOUS ADRESSONS À TOUS LES CANDIDATS !

Le Collectif Petit-Bard-Pergola est composé des associations d'habitants :

Génération Taekwondo

Mouvement Citoyen

Académie d'Excellence Futsal

Justice pour le Petit-Bard

◆ Nous (en) voulons +

L'urgence appelle une mobilisation d'ampleur et collective. Face à la gravité de la situation et à l'enjeu humain, social, économique, que représente l'accès à l'emploi, nous les appelons à **dépasser leurs querelles et leurs clivages.**

Nous les appelons à s'engager ensemble sur des mesures concrètes, précises et immédiates autour d'un Pacte pour l'emploi et contre la précarité, avant les élections du mois de Mars.

Nous appelons à un engagement précis sur des créations d'emplois immédiates. La Cellule Emploi-Grand Travaux et les autres dispositifs doivent arrêter de nous faire languir comme des gogos électoraux mais doivent trouver des effets réels sur le terrain.

Nous appelons aussi à un changement d'état d'esprit. Nous voulons des engagements clairs contre les discriminations et le clientélisme. Les 40% de jeunes au chômage, les 14% de demandeurs d'emploi ne peuvent continuer à être méprisés, assignés à la précarité, au prétexte que la plupart sont des quartiers populaires.

L'accès direct aux offres d'emploi, aux formations ou aux contrats d'avenir doit être augmenté, simplifié, ouvert à tous (inscrits ou non dans les dispositifs de la mission locale ou autre). Les situations précaires des agents des collectivités territoriales, issus des quartiers, doivent être ré-évaluées à la hausse.

Les dispositifs et les acteurs économiques doivent être remobilisés. Nous appelons à ce que l'Etat, les collectivités locales, les entreprises, les organismes professionnels et sociaux fédèrent, mutualisent leurs dispositifs afin d'exploiter toutes les pistes **pour la création d'emplois durables.**

Nous croyons à une logique de projets de développement et de proximité avec les entreprises locales, plutôt qu'aux opérations de communication, plutôt qu'aux grandes structures (comme la Cité des Métiers), couteuses, ne satisfaisant que la lubie de certains élus et ne privilégiant que les grandes entreprises qui recrutent à l'extérieur de l'Agglomération. Il faut sortir de cette logique de paillettes pour revenir à la réalité, au terrain ! Nous appelons à un soutien aux PME et entreprises locales, aux commerçants, aux artisans, aux créateurs d'entreprises (notamment sur la prise de risque).

Nous exigeons le renforcement, la transparence des clauses d'insertion sociale, une augmentation de leurs bénéficiaires. Nous demandons le retour permanent, et à proximité, de services publics de l'emploi, notamment la mission locale, mais si ils simplifient l'accès direct à des formations et surtout aux emplois.

Nous exigeons des élus qu'ils impliquent les habitants, notamment dans le rapprochement avec les besoins en main d'œuvre des entreprises. Nous demandons à ce que mensuellement se tiennent, **AVEC** les habitants, des réunions d'objectifs par quartier "prioritaire" et que soient rendus publics les différents chiffres du chômage et d'embauches par quartier, pour l'agglomération. **Nous demandons à ce que le rôle des habitants, des associations de quartier, de demandeurs d'emploi soit reconnu.**

Nous demandons un meilleur soutien au secteur associatif créateur d'emplois, à l'économie sociale et solidaire. Des emplois peuvent également être créés pour répondre à des besoins, des demandes de service, de proximité, de présence humaine, de cohésion sociale, non satisfaits. A condition que les collectivités locales et leurs partenaires privés (comme les bailleurs ou les aménageurs) y répondent.

D'autres solutions existent, toutes les pistes doivent être exploitées. Nous sommes prêts à en discuter et à y prendre notre part. **Encore faudrait-il que candidats et élus ne s'enferment pas dans une indifférence méprisante ...**